

La France Libre et la question syndicale

Introduction

La question syndicale est évidemment de première importance. Elle fait pourtant figure de parent pauvre ou d'angle mort de l'histoire de la France Libre, de la Résistance, en général, et même des années noires. Ainsi, lorsque François Broche et moi-même avons conçu le *Dictionnaire de la France Libre*, paru en 2010, nous avons pu mesurer la minceur des études spécifiques consacrées à cette question. Du côté de la Résistance intérieure, Laurent Douzou pourra peut-être nuancer ce constat, mais le tableau est à peine plus riche. Même du côté du milieu des syndicalistes collaborationnistes, qui fera l'objet d'une présentation de Gilles Morin, le bilan est assez mince.

Ce colloque vient donc fort à propos. Certes, il ne pourra à lui seul combler l'ensemble des manques, mais du moins permettra-t-il de tracer des pistes, d'engager une dynamique. Quand j'observe le programme riche et varié qui nous attend, je ne doute pas que ces paris seront tenus.

En ouvrant ces travaux, je voudrais précisément suggérer quelques pistes et ouvrir quelques réflexions. En premier lieu, il va de soi que lorsque nous évoquons la France Libre, dans le sillage des travaux de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, nous entendons le mouvement créé par le général de Gaulle à Londres le 18 juin 1940, mais aussi ses prolongements algérois du Comité français de la Libération nationale (CFLN) et du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) jusqu'à l'été 1944, et les relais en France de la France Libre, à travers les institutions d'unification et de commandement de la Résistance intérieure, tels que le Conseil national de la Résistance (CNR), mais aussi le Comité général d'études (CGE) ou la Délégation générale.

Cela posé, il me semble que l'on peut retenir quatre pistes de réflexions. La première, la mieux frayée, est celle du ralliement à la France Libre de figures de premier plan ou de notables des milieux syndicalistes de la fin de la III^e République.

Ainsi Henry Hauck, militant de la CGT et socialiste, rallié dès le 19 juin 1940, qui devient très vite un spécialiste de la question sociale dans les rangs de la France Libre, une sorte de pendant français libre de René Belin, si l'on me permet ce parallèle un peu osé¹. Henry Hauck sera successivement conseiller au Travail, puis directeur du Travail au commissariat à l'Intérieur, au Travail et à l'Information dirigé par Diethelm puis Philip, le représentant de la France Libre au Bureau international du Travail (BIT), transféré à New York pendant la guerre, et le fondateur d'un Centre syndical français à Londres en 1941. Il gagnera ensuite Alger, où il demeurera le responsable du Travail et des relations avec les milieux syndicaux au sein du commissariat au Travail, lui-même dirigé par un autre syndicaliste, Adrien Tixier.

Précisément, Adrien Tixier est une autre figure marquante du monde syndical rallié à la France Libre. Ancien directeur adjoint au BIT, il est commissaire au Travail à Alger en 1943-1944, puis ministre de l'Intérieur dans la France libérée.

On pourrait encore citer Yvon Morandat, qui vient, lui, des milieux syndicalistes chrétiens, ou diverses personnalités aux marges de la France Libre ou dissidentes de la France Libre,

¹ Rappelons que Belin, un des secrétaires nationaux de la CGT d'avant-guerre, se rallia au régime de Vichy, dont il fut le premier ministre du Travail et l'architecte de la Charte du travail de 1941.

autour du groupe Jean Jaurès. Jean Lecuir nous parlera de Paul Vignaux qui, pour sa part, exprime une sensibilité plutôt antigaulliste. Une première piste apparaît donc, celle des milieux syndicalistes soit dans la France Libre, soit à ses marges, soit critiques de la France Libre, à travers une série de personnalités relativement importantes.

En revanche, si l'on se tourne vers les Français Libres combattants, il n'y a pratiquement aucun syndicaliste, même si l'on doit mesurer cette réalité à l'aune de l'absence de passé militant associatif, syndical ou politique chez la plupart d'entre eux.

La deuxième piste, qui sera abordée aujourd'hui, en particulier, par Laurent Lasne, concerne le rôle des syndicalistes français libres ou aux marges de la France Libre dans la formation et l'évolution de la pensée sociale du général de Gaulle. Celle-ci, peu nourrie avant la Seconde Guerre mondiale, a considérablement évolué. Sans doute le général de Gaulle était-il influencé par la pensée démocrate-chrétienne. On sait que le seul engagement qu'il avait souscrit, avant la guerre, est la participation à l'association des Amis de *Temps présent*, le petit journal démocrate-chrétien de Stanislas Fumet. Mais quel chemin parcouru avec le de Gaulle du discours d'Oxford de novembre 1941 ou le de Gaulle de la Déclaration aux mouvements de Résistance du printemps 1942 ! Et que dire du général de Gaulle qui signe les ordonnances fondatrices de la Sécurité sociale en octobre 1945.

Dans cette évolution tout à fait impressionnante, quelle est la part des syndicalistes ? Peut-on la mesurer, la quantifier ? Quelles sont les influences auxquels eux-mêmes ont été soumis ? Je songe, en particulier, aux expériences et aux pratiques anglo-saxonnes, au discours des « quatre libertés » de Roosevelt du 4 janvier 1941, au rapport Beveridge britannique, aux rapports avec les milieux syndicalistes américains et britanniques. Autant de pistes qu'il est pour l'instant difficile de quantifier, mais qu'il faudra visiter.

Troisième piste, mieux connue, et qui sera étudiée aujourd'hui à travers les interventions de Sébastien Albertelli, de Christine Levisse-Touzé et de Guy Krivopissko, celle des relais syndicaux de la France Libre en France, qu'il s'agisse des contacts entre Français Libres et syndicalistes résistants, de la place notable faite aux syndicats au sein du CNR ou du rôle des syndicalistes dans les réseaux Action de la France Libre – j'imagine que Sébastien Albertelli nous parlera de cela. Cette question renvoie, entre autres, au rôle des syndicalistes dans le processus d'unification de la Résistance en 1942-1943.

Nous envisagerons aussi ce qui se passe de l'autre côté de la barricade, avec la communication de Gilles Morin concernant le regard sur la France Libre porté par les milieux collaborationnistes parisiens.

Hélas, un colloque ne peut pas tout dire. Il aurait aussi fallu se tourner du côté des syndicalistes communistes – les « unitaires », comme l'on disait dans les années vingt et trente – puisque tous les syndicalistes dont je viens de parler proviennent essentiellement des milieux syndicalistes CGT réformistes – la tendance Jouhaux, pour dire les choses rapidement – ou bien des milieux syndicalistes chrétiens CFTC. Qu'en est-il des syndicalistes communistes qui, on le sait, à partir des accords du Perreux d'avril 1943 – la deuxième réunification de la CGT, après celle de 1936 – sont en train de gagner la majorité au sein de la grande centrale, et ce jusqu'à la rupture de 1948 ?

La quatrième piste, qui ne sera pas abordée aujourd'hui, est la dimension coloniale de la question, dans la mesure où, comme nous l'a rappelé fort à propos Éric Jennings², la France Libre fut d'abord africaine. Dans ce cadre, il me semble que deux axes apparaissent.

Le premier concerne la pratique sociale de la France Libre en milieu colonial, en Afrique, dans le Pacifique et dans l'océan Indien. Question immense qui voit s'opérer un mouvement contradictoire marqué à la fois par un durcissement d'une série de pratiques sociales coloniales – le travail forcé, les conditions de travail particulièrement dures décrites par Jennings dans les mines d'or du Congo ou dans la récolte du caoutchouc sylvestre dans la forêt tropicale – et, en même temps, des audaces réformatrices, celles d'un Éboué, celles d'un Laurentie ou celles, mieux connues, de la conférence de Brazzaville, qui a fait l'objet, voilà une vingtaine d'années, d'un grand colloque de l'Institut Charles de Gaulle.

Deuxième axe, l'étude de la scène algéroise en 1943-1944 à travers le prisme des syndicalistes. Christine Levisse-Touzé sait à quel point la scène nord-africaine en 1943-1944 est un bouillon de culture culturel en même temps que le lieu où renaissent la République et les pratiques démocratiques. Quelle est la part des syndicalistes dans ce renouveau et ce bouillonnement ? J'ai l'intuition qu'elle est tout à fait considérable. Rappelons que les syndicats se reconstituent librement en Afrique du Nord, en 1943-1944, dans un foisonnement de colloques, de congrès, de revues, etc. Les syndicalistes sont également présents dans les allées du pouvoir du CFLN-GPRF, ils sont présents à l'Assemblée consultative, et il serait intéressant de mesurer leur part dans l'élaboration des projets pour l'après-guerre, qui occupent une part notable de l'activité du CFLN-GPRF algérois : 400 ordonnances et décrets publiés entre juillet 1943 et août 1944.

J'avais étudié, dans un ouvrage paru il y a quelques années³, les projets du CFLN en matière de réforme de l'éducation et de l'enseignement et j'avais pu observer le rôle actif et décisif joué par les syndicalistes enseignants dans les diverses commissions d'étude alors formées. Je songe en particulier à la commission Capitant-Durry, qui remet en août 1944 un rapport important, prélude au plan Langevin-Wallon de 1947. Quelle est l'influence des syndicalistes dans les autres domaines ? Nous la mesurons encore assez mal.

Nous avons en quelque sorte la chance de contempler un terrain encore sinon vierge, du moins clairsemé ; c'est le rôle des historiens de l'enrichir.

Jean-François Muracciole

Notice biographique

Jean-François Muracciole est professeur d'histoire contemporaine à l'université Paul-Valéry Montpellier III et membre du conseil scientifique de la Fondation de la France Libre. Il a publié notamment *Les Français Libres : L'autre Résistance* (Tallandier, 2009), *La Libération de Paris* (Tallandier, 2013) et a codirigé le *Dictionnaire de la France Libre* (Robert Laffont, 2010) et l'*Encyclopédie de la Seconde Guerre mondiale* (Robert Laffont, 2015).

² Éric Jennings, *La France Libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.

³ Jean-François Muracciole, « Les projets de la France Libre et de la Résistance en matière de réforme de l'enseignement supérieur », dans André Gueslin (éd.), *Les Facs sous Vichy : étudiants, universitaires et Universités de France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Actes du colloque des universités de Clermont-Ferrand et de Strasbourg, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 1994, pp. 237-250.